

Distr.
LIMITEE

TD/B/WG.5/L.1/Add.1
29 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

Groupe de travail spécial sur l'interaction
des investissements et du transfert
de technologie
Première session
Genève, 25 janvier 1993
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR
L'INTERACTION DES INVESTISSEMENTS ET DU TRANSFERT
DE TECHNOLOGIE SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 25 au 29 janvier 1993

Rapporteur : M. Carlos Correa (Argentine)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Elaboration du programme de travail du Groupe de travail (point 3 de l'ordre du jour)	37 - 61

Annexe : Proposition des Etats-Unis concernant le programme de travail

Chapitre I : Point 3 de l'ordre du jour (suite)

37. Le Directeur de la Division du commerce international a déclaré que le Groupe de travail se réunissait à une époque marquée par d'importants changements. La mondialisation - caractérisée, entre autres, par une libéralisation et une véritable révolution technologique - entraînait une profonde transformation de la division internationale du travail, de la compétitivité internationale, des compétences nécessaires, des modes d'organisation ainsi que des besoins en matière d'appui technologique. Présentant les documents établis par le secrétariat, il a souligné que l'interaction de l'investissement, du transfert de technologie et du renforcement des capacités techniques soulevait de nombreuses questions.

38. A propos du document de base portant la cote UNCTAD/ITD/TEC/1, le Directeur a dit que, du point de vue de la demande, il fallait tenir compte des facteurs déterminant le choix du mode de transfert de technologie, des intérêts stratégiques des entreprises et de la politique des pouvoirs publics, en particulier dans les pays bénéficiaires. Du point de vue de l'offre, des facteurs macro-économiques, micro-économiques et stratégiques influaient sur la décision des entreprises d'investir et de transférer des techniques. La contribution du transfert de technologie au développement des moyens techniques nationaux dépendait de la capacité d'assimilation du pays bénéficiaire, laquelle était fonction des compétences, des connaissances spécialisées, des modes d'organisation et des mesures d'incitation prises. L'échange de données d'expérience entre les Etats membres permettrait certainement au Groupe de travail de formuler des recommandations et des directives appropriées pour la définition et la mise en oeuvre de politiques à l'échelle nationale et internationale, ainsi que pour la coopération économique internationale.

39. En ce qui concernait la note du secrétariat sur les questions à prendre en considération pour l'établissement du programme de travail (TD/B/WG.5/2), des suggestions étaient faites au sujet des grands thèmes suivants : cadre général; rôle des agents économiques; progrès technique, compétitivité commerciale et ajustement structurel; renforcement des capacités techniques; indicateurs technologiques et techniques écologiques.

40. En conclusion, le Directeur a fait observer que l'éventail des questions à traiter était large et que le Groupe de travail devait déterminer lui-même les domaines sur lesquels il concentrerait son attention, compte tenu de l'expérience acquise à la CNUCED dans le domaine de la technologie, de l'investissement et des questions commerciales, ainsi que des travaux d'autres organisations - internationales et non gouvernementales.

41. La porte-parole du Groupe asiatique (Philippines) était sûre que le programme de travail non seulement contribuerait à promouvoir le transfert de technologie et la coopération entre pays développés et pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, mais encore permettrait à ceux-ci de participer de façon active et compétitive aux échanges mondiaux de biens et services. Le Groupe asiatique proposait d'étudier les thèmes prioritaires dans l'optique suivante :

a) Cadre général : on pourrait étudier de façon plus approfondie l'effet du transfert de technologie lié aux investissements à l'échelon des entreprises ainsi que les formes de transfert, et analyser les cas de réussite dans ce domaine. L'accent devrait également être mis sur les droits de propriété intellectuelle, qui soulevaient des questions délicates. A cet égard, il convenait d'étudier les différences entre les régimes nationaux en vigueur, en vue de faciliter la conclusion d'accords de transfert de technologie. Priorité devrait être donnée à la biotechnologie : un débat était en cours sur la possibilité de breveter les découvertes dans ce secteur où les pays en développement pouvaient jouer un grand rôle en tant que principaux fournisseurs de ressources biologiques.

b) Rôle des agents économiques : il importait d'examiner le rôle des différents agents compte tenu de l'expérience acquise dans les pays en développement. Il fallait également étudier le rôle de l'Etat, et définir en particulier les domaines dans lesquels son intervention était souhaitable et ceux où il fallait laisser s'exercer les forces du marché.

c) Progrès technique, compétitivité commerciale et ajustement structurel : l'adoption de nouvelles techniques pouvait se traduire par une utilisation plus efficiente de matières premières exportées en particulier par les pays les moins avancés (PMA), et par le remplacement de matières traditionnelles par des produits nouveaux - ce qui risquait de réduire la demande de produits d'exportation essentiels des pays en développement.

page 4

En outre, les pays développés possédaient un avantage sur les pays en développement en ce sens qu'ils pouvaient facilement adopter et mettre à profit de nouvelles techniques. En ce qui concernait la compétitivité commerciale, il convenait d'étudier l'effet de la formation de blocs commerciaux régionaux sur les investissements, les échanges et le transfert de technologie. Quant aux programmes d'ajustement structurel, une parfaite compréhension de leurs buts aiderait à concilier les objectifs dans le domaine du commerce, de l'investissement et du développement industriel et technique, et favoriserait ainsi un transfert efficace de technologie. L'étude des programmes d'ajustement structurel permettrait aussi de mieux comprendre comment les pays en développement qui avaient obtenu de bons résultats dans ce domaine avaient réussi à attirer davantage d'investissements.

d) Renforcement des capacités techniques : des monographies devraient être faites pour expliquer comment le renforcement des capacités techniques avait contribué à accélérer le progrès économique dans certains pays. Elles devraient décrire des facteurs macro et micro-économiques comme la formation des ressources humaines, les apports de techniques étrangères et la politique de l'Etat dans le domaine industriel, commercial, scientifique et technique. Ces monographies devraient également traiter les points suivants :

i) conséquences, pour les pays en développement, du transfert de techniques dépassées, résultant de l'implantation d'industries non compétitives auparavant établies dans les pays développés; ii) dépendance des filiales locales à l'égard des sociétés transnationales mères pour la mise au point de nouveaux produits ou l'amélioration des techniques et procédés; iii) conditions nécessaires pour assimiler rapidement et adapter progressivement les techniques étrangères; iv) avantages de l'investissement étranger direct par rapport aux autres modes de transfert de technologie, comme l'achat pur et simple.

e) Techniques écologiques : le Groupe asiatique approuvait le plan de travail esquissé dans la note du secrétariat, mais soulignait qu'il s'agissait là d'un domaine où une coopération internationale était indispensable, conformément au Programme d'action 21.

42. En conclusion, la porte-parole a déclaré que le programme de travail tout entier devrait être axé sur la réalisation d'objectifs intermédiaires.

Il fallait parvenir à des résultats concrets, comme l'établissement d'un réseau international d'information sur la technologie liée aux investissements. On pourrait ainsi constituer une base de données d'expérience à laquelle auraient accès tous les pays, en particulier les pays en développement. Elle pourrait contenir des renseignements sur les types d'investissement favorisant le transfert de technologie, ainsi que sur les techniques écologiques qui étaient offertes gratuitement par leurs auteurs ou leurs propriétaires hors du cadre des régimes de propriété intellectuelle.

43. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les activités du Groupe de travail revêtaient une grande importance pour le développement de nombreux pays. Il a proposé des éléments pour le programme de travail, qui pourraient être utiles aux participants, et a mentionné à cet égard le document que sa délégation avait distribué officieusement au Groupe de travail. (Pour le texte des propositions des Etats-Unis, voir l'annexe ... ci-après). Le Groupe de travail pouvait devenir un lieu de rencontre offrant à des experts internationaux, notamment du secteur privé, la possibilité de donner leur avis sur les conditions propices à l'investissement et autres moteurs du transfert, de l'assimilation et de la mise au point de techniques. Il pouvait également être un forum idéal pour l'échange, entre les pays, de données d'expérience sur la promotion du transfert de technologie et sur le renforcement des capacités techniques nationales. Le secrétariat de la CNUCED pourrait, pour sa part, mettre à jour une étude antérieure sur les lois et règlements relatifs au transfert et à la mise au point de techniques, et passer en revue les ouvrages parus au sujet du transfert de technologie.

44. La représentante de la Roumanie a dit que son gouvernement attachait une grande importance aux questions dont allait s'occuper le Groupe de travail, qui devrait contribuer à encourager les courants d'investissement et de techniques vers les pays en développement et les pays en transition. Elle espérait que les recommandations adoptées auraient un caractère pragmatique. Plusieurs thèmes exigeaient une attention prioritaire :

- 1) les différents modes de transfert de technologie liés aux investissements, les possibilités qu'ils offraient et les problèmes qu'ils soulevaient dans l'optique du progrès technique des pays en développement et des pays en transition;
- 2) l'influence de la protection des droits de propriété

page 6

intellectuelle sur les investissements et le développement des activités techniques; 3) le rôle joué par différents agents comme les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales dans l'augmentation des courants d'investissement, la formation et le développement des capacités techniques; 4) les stratégies des entreprises et les modes de coopération entre les sociétés des pays d'origine et celles des pays d'accueil en ce qui concernait l'investissement dans la recherche; 5) l'influence du progrès technique sur la compétitivité commerciale, les exportations et les capacités nationales d'innovation et d'adaptation; 6) l'ajustement structurel, les courants d'investissement et la maîtrise des techniques étrangères et locales; 7) le rôle joué par les investissements étrangers dans la privatisation en cours dans les pays en transition; 8) les moyens d'encourager et de faciliter la mise au point de techniques écologiques et leur transfert aux pays en développement ainsi qu'aux pays en transition, notamment à des conditions préférentielles; 9) la possibilité de créer des mécanismes financiers supplémentaires pour aider à financer le développement, les importations et l'amélioration de techniques écologiques; 10) les domaines dans lesquels la coopération technique internationale en matière de transfert de technologie pourrait être renforcée, au niveau intergouvernemental et à l'échelon des entreprises; 11) le transfert inverse de technologie.

45. Le représentant de la Norvège a souligné que les investissements n'allaient pas forcément aux pays qui en avaient le plus besoin. Le Groupe de travail devrait étudier les problèmes rencontrés par les pays qui attireraient peu de courants d'investissements et de technologie, sans que ses travaux fassent double emploi avec ceux d'autres organes ou organismes comme le Groupe de travail spécial de la CNUCED sur les investissements et les apports financiers. Les investissements ne constituaient pas le seul moyen de transférer des techniques, et l'investissement étranger direct ne résoudrait pas tous les problèmes. Dans des domaines stratégiques, comme le secteur alimentaire, la coopération et l'assistance technique internationales pouvaient notamment jouer un grand rôle. Il était également indispensable de mettre au point et de diffuser des techniques écologiques pour parvenir à un développement durable. Le représentant partageait l'avis que, dans les années à venir, le progrès technique serait en grande partie déterminé par

des considérations écologiques. Ces techniques n'étaient cependant pas forcément "économiques" et leur contribution à la protection de l'environnement n'était pas toujours un argument suffisant pour encourager leur adoption. Il fallait donc absolument prendre des mesures pour favoriser leur mise au point et leur diffusion, question qui pourrait être étudiée de façon approfondie lors d'un séminaire ou d'un atelier.

46. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a dit que les pays les moins avancés attachaient une grande importance aux efforts déployés par la CNUCED pour concevoir des politiques et mesures internationales propres à stimuler le transfert de technologie par les pays industrialisés. Les PMA avaient impérieusement besoin d'acquérir et appliquer des techniques pour se développer, mais leurs capacités techniques étaient limitées, ce qui décourageait l'investissement étranger direct. Malheureusement, il n'y avait pas de mécanisme précis pour le transfert de technologie. Le Groupe de travail pourrait donc essayer de concevoir des moyens novateurs, conformément à l'Engagement de Carthagène, afin de permettre aux pays en développement de se doter des techniques dont ils avaient besoin pour relancer leur économie. Les facteurs de production offerts par ces pays, comme les matières premières et une main-d'oeuvre à bon marché, ne devaient pas constituer leur seul attrait aux yeux des investisseurs. Il fallait bien voir qu'ils souhaitaient accélérer leur développement - industriel et agricole - pour créer des emplois et favoriser la croissance des revenus. Vu leur faible niveau de développement, il fallait s'employer à fournir aux PMA des techniques qui leur permettent de mieux soutenir la concurrence internationale et d'accroître leurs exportations, en particulier leurs exportations d'articles manufacturés et de produits de base.

47. De toute évidence, le transfert de technologie ne saurait porter ses fruits en l'absence de moyens scientifiques. Il fallait donc mettre l'accent sur l'enseignement dans les disciplines scientifiques de base et sur la mise en place de centres de recherche efficaces dans les pays en développement. Les compétences scientifiques pouvaient également être "importées" par le biais de la formation technique et professionnelle dans le cadre de programmes d'assistance technique offerts par les pays industrialisés aux pays en développement. Etant donné les restrictions imposées au transfert de

page 8

technologie, il fallait étudier la possibilité de mettre à la disposition des pays en développement des techniques qui étaient tombées dans le domaine public, mais demeuraient utiles.

48. En s'efforçant d'accélérer leur croissance économique et, en particulier, leur industrialisation, les pays devraient s'attacher à prévenir les risques écologiques. Ils devraient en particulier lutter activement contre la pollution atmosphérique et la pollution de l'eau d'origine industrielle. Il fallait utiliser des techniques non polluantes d'une grande efficacité énergétique, que les pays industrialisés devraient transférer aux pays du Sud à des conditions raisonnables pour ces derniers.

49. Le représentant de la Hongrie a souligné l'importance mondiale des activités relatives aux investissements étrangers directs et au transfert de technologie. Il ne fallait pas grouper les besoins en matière d'investissements et de technologie des pays en développement avec ceux des pays en transition, lesquels se heurtaient à des difficultés d'autre nature et avaient des besoins particuliers. C'est ce dont témoignaient les transformations en cours en Hongrie et les investissements nécessaires pour arriver à une ample libéralisation des importations et des prix, ainsi qu'à la mise en valeur des ressources humaines. Ces efforts pourraient recevoir un appui considérable si la coopération s'accroissait entre les pays en développement, les pays développés et les pays en transition.

50. Le représentant des Pays-Bas a dit que la CNUCED devrait axer ses activités sur les questions qui n'étaient pas traitées par d'autres organes du système des Nations Unies tels que l'ONUDI, le PNUE ou le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. En même temps, la CNUCED devrait tirer parti, ainsi qu'il conviendrait, des activités menées dans ce très vaste domaine par d'autres organismes. Il pourrait être intéressant d'examiner les activités à composante technologique de l'OCDE, notamment le Programme dit d'économie technologique. La CNUCED, dans l'accomplissement de sa tâche, pourrait organiser des réunions rassemblant différents acteurs qui intervenaient dans le vaste domaine des investissements et du transfert de technologie, tels que des représentants des théoriciens, chercheurs et universitaires, ainsi que des secteurs privé et public, y compris divers organismes du système des Nations Unies. Mais il ne s'agissait pas de remplacer la contribution spécifique substantielle que la CNUCED devrait apporter en se fondant sur l'activité du Groupe de travail spécial.

51. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a exposé quelques-unes des activités menées par son organisation concernant les investissements et le transfert de technologie, qui recoupaient en certains points le mandat du Groupe de travail spécial. Il était cependant à noter qu'il n'y avait pas double emploi avec les activités de la CNUCED parce que les travaux de l'ONUDI dans ces domaines étaient expressément orientés vers le monde des entreprises. Le représentant a mentionné certaines activités de l'ONUDI relatives à la promotion des investissements dans les pays en développement, y compris l'organisation de réunions par pays concernant les possibilités économiques; l'aide à la mise en place d'institutions ayant pour but de promouvoir et de faciliter les courants de technologie et d'aider les entreprises locales au moment de l'acquisition de technologie; l'organisation de programmes et cours de formation sur la négociation des contrats à l'intention des fonctionnaires et des entrepreneurs de pays en développement. L'ONUDI souhaitait resserrer sa coopération avec la CNUCED dans le domaine des investissements et du transfert de technologie, et, en particulier, lors de l'exécution du programme de travail en cours d'élaboration pour le Groupe de travail spécial. Elle était prête à examiner de façon approfondie les complémentarités des programmes de chaque organisation.

52. Le représentant de la Chine a déclaré que les préoccupations concernant les courants d'investissement et le transfert de technologie étaient communes aux pays en développement et aux pays développés. Les investissements étrangers directs et la création de sociétés transnationales étaient de nature à accroître les courants de technologie vers les pays en développement. Ainsi, le fléchissement des courants d'investissements vers les pays en développement avait de même entraîné une baisse des courants de technologie. La Chine avait pris des initiatives importantes et nettement amélioré les conditions concernant les investissements et le transfert de technologie depuis l'adoption d'une politique d'ouverture en 1978. L'économie nationale avait ainsi été encouragée puisqu'elle avait attiré nombre de technologies de pointe par le jeu d'investissements étrangers. Une série de politiques et de mesures avaient été promulguées en 1992 dans le dessein de faire de la Chine une "économie socialiste de marché", qui offrirait sans aucun doute un environnement beaucoup plus favorable aux investissements étrangers et au transfert de technologie.

page 10

53. Le représentant considérait que les investissements et le transfert de technologie aux pays en développement sont encore entravés par certaines pratiques déloyales qui influençaient la capacité d'absorption des pays en développement. Il fallait citer notamment les pratiques discriminatoires qui freinaient les activités normales relatives aux investissements et à la technologie telles que les restrictions et le contrôle rigoureux imposés à l'exportation des technologies de pointe. Des prix exorbitants restreignaient aussi la faculté d'absorption des pays en développement. De l'avis du représentant, le transfert de technologie et les investissements profitaient aussi bien au propriétaire qu'au bénéficiaire de la technologie. L'amélioration des conditions au niveau des pays devrait aller de pair avec un environnement mondial plus propice aux courants d'investissements et de technologie. A cet égard, le programme de travail du Groupe de travail devrait comprendre des études de nature à rendre l'environnement extérieur plus favorable aux investissements et au transfert de technologie.

54. Le représentant de l'Indonésie a commencé par mettre en relief les liens qui existaient entre ce groupe de travail et d'autres, en soulignant qu'ils étaient complémentaires. A propos du programme de travail, il a souligné que le Groupe de travail devrait aider à combler l'écart qui séparait maintenant pays développés et pays en développement du point de vue du potentiel technologique. La bonne volonté de tous les acteurs serait essentielle pour aider les pays les moins avancés à se moderniser. Le Groupe de travail devrait définir le rôle concret que les gouvernements et le secteur privé auraient à jouer dans les pays développés et dans les pays en développement, ainsi que les tâches des organisations internationales. Le représentant a souligné que la mise en valeur des ressources humaines, étayée d'une large infrastructure, serait décisive pour accroître la capacité technologique. A cet égard, l'appui et l'assistance des pays développés aux pays en développement et aux pays les moins avancés donneraient une impulsion plus forte au développement.

55. Le représentant de la République de Corée s'est offert à partager l'expérience que son pays avait acquise dans ce domaine avec les autres participants du Groupe de travail. Son pays avait développé son économie dans les années 60 et 90 sans guère dépendre des investissements étrangers directs, tandis qu'il avait acquis assez facilement un savoir-faire étranger normalisé

à travers des accord de licence. Actuellement, étant donné les difficultés qu'il y avait à se procurer une technologie étrangère de pointe, la République de Corée prenait de nouvelles dispositions pour les favoriser, en changeant de politique financière et en remaniant les procédure ministérielles relatives à la technologie dans les pays en développement et aux difficultés que ces pays rencontraient en la matière. La République de Corée souhaitait une étude de l'incidence de certains éléments tels que les licences de technologie et les investissements étrangers directs sur les courants d'investissements.

56. Le représentant du Royaume-Uni a fait valoir l'importance d'axer le programme de travail sur des thèmes et questions précis. Les travaux à entreprendre sur le transfert de technologie devraient tenir dûment compte des différences de niveaux de développement entre les pays. Le programme de travail devrait ainsi avoir pour objet de concevoir des mesures et politiques appropriées à chaque stade du développement.

57. La représentante de l'Egypte a dit que le Groupe de travail devrait centrer ses efforts sur ce qu'il pourrait faire en deux années. Selon elle, le Groupe de travail devrait chercher d'abord à faire le point des conditions actuelles du transfert de technologie et des courants d'investissements vers les pays en développement. Il devrait aussi examiner les politiques adoptées par les pays développés pour aider le transfert de technologie aux pays en développement. L'expérience des pays d'origine tout comme des pays d'accueil serait intéressante pour l'activité du Groupe de travail. A cet égard, il convenait d'examiner le rôle du secteur privé. Il faudrait insister sur la contribution que les investissements pouvaient apporter au développement d'un potentiel technologique national. A ce propos, le rôle des marchés de capitaux appelait aussi un examen. Le Groupe de travail pourrait à cet effet constituer un groupe d'experts. Une autre question à aborder était l'identification du type d'entreprises des pays en développement qui se prêtait à des activités dans le domaine des technologies de pointe. Enfin, un transfert de technologie à titre préférentiel aux pays en développement était nécessaire dans certains secteurs tels que la santé et la sécurité alimentaire.

58. Le représentant du Chili a proposé que les questions à inscrire au programme de travail du Groupe combinent les sujets tirés de la note du secrétariat et ceux qui figuraient dans la communication distribuée à titre

page 12

non officiel par la délégation des Etats-Unis. Il a émis l'avis que la compétitivité internationale devrait être considérée comme une notion fondamentale pour établir un ordre de priorité parmi les éléments du programme de travail.

59. Le représentant de l'Argentine a dit que, étant donné les conditions particulières créées par les efforts d'ajustement structurel des pays en développement, le Groupe de travail voudrait peut-être aborder deux questions. Premièrement, il voudrait sans doute axer sa réflexion sur la création d'un potentiel technologique local en tant que facteur décisif pour accroître la compétitivité. Les efforts de recherche-développement dans les pays du tiers monde portaient essentiellement sur l'adaptation de la technologie; environ 2 % seulement de l'ensemble de la recherche-développement provenaient de pays en développement. Il fallait que les pays en développement soient informés des différentes filières permettant de stimuler les investissements et l'innovation. Dans ce domaine, il fallait entreprendre un travail conceptuel, en particulier sur les investissements incorporels. Le représentant a souligné que les pays en développement retireraient un grand profit d'une analyse des instruments employés par les pays développés et de leurs incidences sur les investissements et l'innovation. Il a cité comme exemples le système de crédit d'impôt aux Etats-Unis, la législation adoptée par l'Australie en 1986 et la récente Loi des Etats-Unis sur la compétitivité.

60. Deuxièmement, le Groupe pourrait faire porter ses travaux sur les politiques de diffusion de la technologie, qui influençaient aussi la compétitivité. En ce sens, il serait intéressant d'examiner des programmes et instruments tels que le Programme d'application de la micro-électronique au Royaume-Uni et beaucoup d'autres politiques adoptées dans des pays comme le Japon, l'Allemagne et la Suède. Il faudrait aussi veiller à maintenir l'équilibre nécessaire entre la protection des inventions et leur diffusion, notamment à analyser le rôle des licences non volontaires.

61. Le représentant du Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement a mentionné les problèmes que les entreprises publiques dans les pays en développement, y compris dans les pays en transition, rencontraient dans l'exécution des programmes actuels d'ajustement structurel et dans la privatisation de leur économie. Il a proposé que,

pour faire progresser un ajustement orienté vers le développement, le Groupe de travail examine la mesure dans laquelle les problèmes du développement technologique étaient pris en considération dans les programmes d'ajustement structurel. Le Groupe pourrait aussi envisager la question des droits de propriété intellectuelle en tant que partie d'un ensemble d'investissements. La CNUCED pouvait avoir un rôle important à jouer, au niveau des orientations et de la coordination, en rapprochant les investisseurs et les institutions à composante scientifique et technologique.

Annexe

PROPOSITIONS AUX FINS DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Communication distribuée à titre informel par la délégation
des Etats-Unis d'Amérique

But : Atteindre tous les objectifs énoncés dans le mandat du Groupe de travail, accomplir une tâche qui soit utile aux pays membres et qui puisse être terminée dans les délais fixés au Groupe de travail spécial, et ramener au minimum le besoin de ressources additionnelles.

Réunions du Groupe de travail : Le Groupe de travail devrait s'acquitter de sa tâche en deux réunions :

Réunion de l'automne 1993 : Les pays membres prendraient connaissance des vues des autorités compétentes sur les facteurs qui interviennent dans le transfert et le développement de la technologie.

Des autorités reconnues au niveau international dans le domaine du transfert de technologie et appartenant à des gouvernements, organisations internationales et non gouvernementales, théoriciens, chercheurs et universitaires, ainsi que secteur privé, devraient être invitées à donner leur avis sur les facteurs qui influencent le transfert, l'absorption et la production de technologie. Les débats devraient mettre en lumière les moyens par lesquels les pays peuvent améliorer le climat du transfert de technologie. Avant la réunion, les gouvernements remettraient au secrétariat une liste des représentants du secteur privé, des administrations publiques, des organisations internationales, ainsi que des théoriciens, chercheurs et universitaires, qu'il conviendrait d'inviter expressément à établir des communications écrites et/ou orales.

Réunion du printemps 1994 : Les pays membres pourraient se faire part de leurs expériences, y compris de ce qu'eux-mêmes ont fait pour encourager le transfert de technologie. Il pourrait notamment y avoir un débat sur les avantages retirés d'une consolidation de leur protection juridique nationale pour les investissements étrangers, le régime de licences et la propriété intellectuelle, ainsi que la réduction à un minimum des facteurs qui ont jusque-là entravé le transfert de technologie. Ce partage des expériences pourrait contribuer puissamment à la compréhension internationale. La réunion serait particulièrement utile si la participation assurait la gamme la plus large possible d'expériences et la répartition géographique.

Compilation de textes : Il serait utile que les pays membres fournissent des textes pour faciliter les débats des réunions du Groupe de travail.

Deux études sont proposées :

Textes juridiques : Mettre à jour et développer l'étude faite en 1982 par le secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.6/81, 4 août 1982), intitulée "Compilation de textes juridiques relatifs au transfert et au développement de la technologie". L'enquête devrait être aussi vaste que possible, fondée sur des questionnaires adressés aux pays membres et concernant les législations, règles et règlements nationaux relatifs au transfert et au développement de la technologie. Aux fins de ce groupe de travail, elle pourrait être étendue aux accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux qui prévoient et facilitent le transfert de technologie.

Réunir une documentation, y compris des études faites par d'autres organisations internationales telles que l'OCDE et la Banque mondiale, ainsi que des articles d'experts, sur le transfert de technologie dans ses relations avec le commerce, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et d'autres facteurs. Le travail à ce sujet pourrait être facilité par des questionnaires adressés aux pays membres et aux organisations internationales et organisations non gouvernementales, demandant les publications les plus récentes sur les sujets visés dans le mandat.
